Logo de La Marseillaisesamedi 18 juin 2016

Édition(s) : Marseille - Bouches-du-Rhône Page 9

**Politique**

Gé­rard Frau et Claude Jorda, élus PCF-Front de gauche au Dé­par­te­ment ont ren­con­tré les ci­toyens pour rendre compte de leurs ac­tions.

Les deux élus s'in­quiètent de la ges­tion du bud­get par la droite et des coupes sombres dans le do­maine du so­cial.

La Cio­tat

Les deux élus dé­noncent les choix droi­tiers de la ma­jo­rité du conseil dé­par­te­men­tal, dont « le coeur de mé­tier reste pour­tant la so­li­da­rité ». Photo S.F.

« Quand cer­tains uti­lisent le 49-3 et in­ter­disent les ma­ni­fes­ta­tions, nous, nous ren­con­trons les ci­toyens », ba­lance Claude Jorda, le conseiller dé­par­te­men­tal de Gar­danne et pré­sident du groupe PCF-Front de gauche à l'as­sem­blée dé­par­te­men­tale, ac­com­pa­gné de Gé­rard Frau, son ho­mo­logue de Mar­tigues. Ils ex­pliquent « leur dé­marche » don­nant lieu à ces « res­ti­tu­tions » ré­gu­lières aux ha­bi­tants, « la dé­mo­cra­tie, c'était le fil rouge de notre pro­gramme lors des élec­tions et nous l'ap­pli­quons ».

Et les deux élus sont très « in­quiets ». Pre­mier constat, « la droite mène une po­li­tique de droite », der­rière les ori­peaux « des états gé­né­raux », les cam­pagnes de com­mu­ni­ca­tion, les « buzz » et autres sommes dé­ver­sées à la volée, la ma­jo­rité prend pour ex­cuse la baisse des dotations de l'état pour tailler dans les aides so­ciales. « Baisse des sub­ven­tions aux as­so­cia­tions de l'ordre de 20%, sup­pres­sion de la sur­prime pour les chô­meurs ; mise en place de contrôle dra­co­nien au seul but de ra­dier les bé­né­fi­ciaires du RSA du­rant cette année qui ser­vira de base de cal­cul quand il sera re­pris en charge par l'état... » D'un autre côté, elle laisse filer le dé­fi­cit. Avant l'al­ter­nance, « lorsque j'avais dis en séance que cer­tains in­ves­tis­se­ments de­vaient être sup­por­tés par l'em­prunt, on m'avait traité de fou..., se sou­vient Gé­rard Frau. Au­jour­d'hui, la droite s'ap­prête à dou­bler la dette du conseil dé­par­te­men­tal, jus­qu'à hau­teur de 1,2 mil­liard... » Ver­ti­gi­neux.

Le tout sé­cu­ri­taire fait école

La mise en place de dis­po­si­tifs sé­cu­ri­taires (tour­ni­quets, vi­déo-sur­veillance) dans deux col­lèges « pi­lotes » de La Cio­tat donne un « bon » exemple de la ma­nière de faire. « Des tra­vaux votés le jeudi et lan­cés le lundi », constate amè­re­ment un pa­rent d'élève et « le tout pour ha­bi­tuer nos en­fants à aller en pri­son... », sou­pire Karim Ghen­douf, conseiller ter­ri­to­rial et mu­ni­ci­pal de La Cio­tat Et si d'après la pré­si­dente du conseil dé­par­te­men­tal le « dis­po­si­tif » a vo­ca­tion à être gé­né­ra­lisé, « nous n'avons eu pour l'heure aucun re­tour d'ex­pé­rience et en­core moins de plan d'en­semble et de bud­get... », constate Claude Jorda. Et « en plus, c'est une mau­vaise ré­ponse. Ce dont on be­soin les col­lèges, ce sont des per­son­nels sup­plé­men­taires, pour en­ca­drer, faire res­pec­ter les règles et dia­lo­guer », ré­sume Gé­rard Frau. « Don­nez 400 000 euros à un chef d'éta­blis­se­ment et il sera quoi en faire ! », conclut le dé­lé­gué des pa­rents.

S.F.

* Tous droits réservés La Marseillaise 2016
* A6658A4BBC34537A9A9592B0DB1B3769E1B48DD1